Année XXII. N° 597 — 16 Septembre 1922

LE RÉVEIL
COMMUNISTE - ANARCHISTE.

SUISSE ET ITALIE
Abonnement : une année, fr. 5 ; six mois, fr. 2.50
Le numéro : 10 centimes

PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS
Adresser lettres et mandats :
LE RÉVEIL, *rue des Savoises, 6*, GENÈVE (Suisse)

UNION POSTALE UNIVERSELLE
Abonnement : une année, fr. 5 ; six mois, fr. 2.50
Le numéro : 10 centimes

Les Origines de l'Internationale antiautoritaire

Depuis le Congrès de Bâle (septembre 1869) la coexistence dans l'Internationale de différentes conceptions, telles que celles des socialistes étatistes, collectivistes, antiautoritaires et proudhoniens, et de tactiques diverses (action politique, abstentionnisme, syndicalisme, coopération, etc.) fut remplacée par des agressions des partis autoritaires et étatistes, dont les principaux centres étaient la fabrique de Genève, le parti socialiste allemand et le Conseil général de Londres.

Le premier effort pour réunir les Fédérations, afin de faire front aux agressions autoritaires, fut tenté après les décisions arbitraires de la Conférence de Londres, ce fut la « Circulaire aux Fédérations », répandue à la suite du Congrès jurassien tenu à Sonvilier (novembre 1871).

Le Conseil général brûla ses vaisseaux en lançant la fameuse « Circulaire privée, *Les prétendues scissions dans l'Internationale*, au mois de mai 1872. Désormais une rupture avec les autoritaires, dont le chef reconnu était Karl Marx, devenait inévitable. Mais sur les modalités de cette rupture et sur la meilleure forme de relations internationales à choisir, les opinions des militants antiautoritaires ou autonomistes étaient divisées à un degré que l'on ne soupçonne pas toujours au premier coup d'œil et dont on ne peut se rendre compte qu'en reconstruisant les faits à l'aide de vieux documents intimes et de témoignages contemporains.

Il ne s'agit pas de faire ici œuvre d'érudition et de réunir tout ce que James Guillaume a écrit dans son livre à ce que j'ai noté de nos nombreuses conversations sur ce sujet, et d'y joindre encore tous les matériaux concernant Bakounine, les sections internationales en Italie avant, durant et après la Conférence de Rimini (août 1872) et d'ajouter encore les documents toujours inédits du Conseil général de Londres dont une édition a été promise et même en partie préparée depuis tant d'années ; mais une description précise des tendances principales présente de l'intérêt encore aujourd'hui, puisque la même question se pose toujours.

Il y eut trois tendances que l'on peut appeler du nom de leurs représentants principaux : la nuance Cafiero, la nuance Bakounine et la nuance James Guillaume. A la rigueur, il n'y a même que deux nuances : celle de Cafiero et celle de James Guillaume ; Bakounine qui aurait préféré la solution Cafiero se rangeant bientôt à l'opinion de James Guillaume, acceptée aussi plus tard par les Italiens.

Cafiero et ses camarades voulaient avant tout l'affirmation, la propagande et la réalisation des idées anarchistes par l'action révolutionnaire et ne se souciaient guère de ceux qui professaient des idées moins avancées. James Guillaume et les Jurassiens voulaient la solidarité de toutes les Fédérations de l'Internationale dans la lutte contre le capital et le patronat et l'autonomie de chacune dans le choix des idées et de la tactique à suivre. A Bakounine la propagande et l'action dans le sens des idées anarchistes étaient chères avant tout, mais il se rallia à la tactique de ne pas s'isoler du reste, ou plutôt du grand nombre, des ouvriers, pourvu que la liberté de chacun soit respectée. Il fit plus tard tout son possible pour convaincre les Italiens de l'utilité de cette tactique et il y réussit.

Dans une lettre inédite à Carlo Gambuzzi qui d'après son journal doit avoir été écrite le 16 juillet 1872, il dit :

» On a déjà reçu notre Bulletin-monstre (1) contenant nos premières réponses à l'infâme circulaire (2). Maintenant Londres vient de frapper un nouveau grand coup. Il vient de désigner La Haye en Hollande pour point de réunion du prochain Congrès. Le but est évident, c'est d'empêcher les délégués d'Italie, d'Espagne, du midi de la France et du Jura de venir en grand nombre... et d'obtenir par conséquent une majorité marxiste, Allemands surtout, qui nous écraserait si nous faisions la sottise d'y aller. Par conséquent le Conseil Fédéral Jurassien a décidé d'envoyer au Conseil général une protestation très modérée dans la forme, très ferme dans le fond — et qui tâchera de faire comprendre au Conseil général que, vu l'extrême importance des questions qui vont se traiter à ce Congrès, il était

MICHEL BAKOUNINE (1814-1876)

dans l'intérêt de l'Internationale que le Conseil général désigne un point central et notamment en Suisse où les délégués de tous les pays pourraient se rendre avec une égale facilité..... En même temps le C[omité] Féd[éral] Jur[assien] invitera les Fédérations amies de l'Italie et de l'Espagne à se joindre à sa protestation et à sa prière. — Si après cela Londres refuse, on invitera les Italiens et les Espagnols à faire ce que feront les Jurassiens, c'est-à-dire, à n'envoyer aucun délégué à ce congrès, mais d'en envoyer au contraire à la conférence des sections dissidentes et libres en Suisse, pour affirmer et pour maintenir leur indépendance et pour organiser leur fédération intime — la fédération des sections et fédérations autonomes dans l'Internationale..... Nous venons de recevoir des lettres d'Espagne et une du Conseil régional (national) de l'Espagne — cette dernière une lettre officielle — qui nous annonce que toutes les sections et fédérations espagnoles se prononceront pour nous contre Londres et marcheront solidairement avec nous contre ce dernier, exigeant comme nous le faisons aussi aujourd'hui, l'abolition du Conseil général. »...

Le Comité fédéral jurassien écrit en effet le 15 juillet au Conseil général « contre le choix de La Haye » (v. Guillaume, *L'Internationale*, III, pp. 301-2), mais quant aux dernières décisions rapportées par Bakounine (celles concernant une conférence indépendante en Suisse), Guillaume, après avoir lu, en 1905 environ, le passage cité ici, a noté sur mon manuscrit : « Je n'ai pas souvenir que les Jurassiens eussent décidé cela. Ce doit être une idée personnelle de Bakounine, ou si nous avons pensé ainsi un instant, nous avons bien vite changé d'avis. »

La lettre de Bakounine fut écrite à Neuchâtel le 16 juillet, avant son départ pour Genève. Il avait rencontré Guillaume le 13, le 14 et le 15, et le 14 notamment il y avait eu des discussions intimes et il avait noté : « projets arrêtés ». Le 15, il écrit à V. Pezza et à Celso Cerretti, le 16 à Nabruzzi et à Cafiero, le 17 et le 18 à Alerini, en Espagne, ce qui montre qu'il communiqua alors le résultat des discussions du 14 à ses camarades militants en Italie et en Espagne, avec plus de détails probablement que le 16 à Gambuzzi, qui était quelque peu à l'écart de la grande lutte.

Donc si Guillaume a, bientôt après, rejeté cette tactique et est arrivé à ne plus s'en souvenir, il a dû l'approuver ou ne pas s'y opposer énargiquement au début.

C'est dans le sens indiqué que la Conférence de Rimini (4 août), dans laquelle la Fédération italiennne se constitue, déclara : « Dès ce moment la Fédération italienne... rompt toute solidarité avec le Conseil général de Londres, affirmant d'autant plus sa solidarité économique avec tous les travailleurs et propose à toutes les sections qui ne partagent pas les principes autoritaires du Conseil général, d'envoyer le 2 septembre 1872 leurs délégués non à La Haye, mais à Neuchâtel en Suisse pour y ouvrir le Congrès général antiautoritaire. »

Cette proposition de ne pas aller à La Haye restait isolée, et le point de vue jurassien se trouve exprimé, par exemple, dans le mandat impératif que les délégués jurassiens reçurent du Congrès jurassien du 18 août, où il est dit : « Les délégués jurassiens doivent agir en solidarité complète avec les délégués espagnols, italiens, français et tous ceux qui protestent franchement et largement contre le principe autoritaire. En conséquence, le refus d'admission d'un délégué de ce fédérations devra entraîner la retraite immédiate des délégués jurassiens. » — « De même si le Congrès n'accepte pas les bases de l'organisation de l'Internationale énoncées ci-dessus [on y lit : « le principe fédératif étant la base de l'organisation de l'Internationale, les sections se fédèrent librement entre elles, et les fédérations se fédèrent librement entre elles dans la plénitude de leur autonomie, créant, selon les besoins, tous les organes de correspondance, bureaux de statistique, etc. qu'elles jugeront convenables »], les délégués devront se retirer, d'accord avec les délégués des Fédérations antiautoritaires »....
(*Bulletin jur.*, 15 août-1er septembre.)

Bakounine assiste à ce congrès, tenu à La Chaux-de-Fonds. Il note le 18 ooût ; « Congrès — victoire complète — soir arrivent Cafiero », etc. Pezza y était aussi. Il se transporte le 19 à Sonvilier, où il voit Guillaume le 20 ; il note, par exemple : « soir travaille et fait travailler ». « 21. Travaillé toute la journée avec Cafiero et

(1) Le grand numéro du 15 juin.

(2) *Les prétendues scissions dans l'Internationale*, Genève, 1872, 39 pp. Ces « réponses » existent aussi en brochure et en traduction italienne : *Risposte di alcuni Internazionali... alla Circolare privata del Consiglio generale di Londra*, Neuchâtel, 24 pp.

Pezza. Soir assemblée des compagnons chez nous. » Le 22 et le 23, ils vont au Locle ; le 24 et le 25 à Neuchâtal, chez Guillaume ; le soir du 25 rentrée à Zurich. Le 29 Bakounine écrit une « lettre aux amis Jurassiens et Espagnols pour leur être remise par Armando [Cafiero] qui part demain » ; (30) « Armando parti pour La Haye. »

Le *Bulletin jurassien* ne publie pas une clause du mandat impératif qu'on trouve dans la *Favilla* de Mantoue du 27 août, d'après laquelles les délégués qui auraient quitté le Congrès général délibéreraient entre eux sur une localité où serait tenu un congrès antiautoritaire.

J'omets l'incident Cerretti dont quelques lettres de Costa, etc. témoignent. En somme la différence d'opinion entre Cafiero et Guillaume continua et s'accentua au Congrès de La Haye et il y a toute raison de croire que Bakounine était du côte des Italiens. James Guillaume agissait seul, car Schwitzguébel s'occupait peu de ces questions de haute stratégie, et il apprit à son grand étonnement à quel point il y avait inimitié entre Marx et ses plus fidèles adhérents d'autrefois, les Eccarius, Jung, Hales et tous les Anglais en général. Il s'appliqua à gagner un par un les délégués Belges, Hollandais, Français qui étaient mécontents du régime marxiste et blanquiste en vogue au Conseil général pour les amener à se lier, le cas échéant, avec les Fédérations du Jura, de l'Espagne, de l'Italie sur la base de la solidarité économique et de l'autonomie complète pour les idées et la tactique. Il avait beaucoup de méfiances à vaincre, de susceptibilités à apaiser, pour sauver ainsi la continuité de l'Internationale que Marx, en faisant renvoyer son Conseil général à New-York, lâchait comme un organisme désormais sans valeur pour lui, car il voyait bien que malgré les votes arrachés par mille machinations au Congrès de La Haye, il n'arrivait pas à s'y imposer.

Guillaume m'a raconté que Cafiero ne dérageait pas toute cette semaine du Congrès de La Haye, en voyant que Guillaume ne plaidait pas en faveur des idées anarchistes, mais en faveur du choix libre des idées et de la tactique de chaque fédération et pour unir tous les adversaires de Marx. « Mieux vaudrait rester seuls que faire des concessions », prétendait Cafiero. A quoi Guillaume répliquait qu'il gagnait ainsi tous les internationaux Belges (les Flamands restaient quelque peu récalcitrants. « Mais, disait Cafiero, que nous importent ceux-là, puisqu'ils ne pensent pas comme nous ! » Et Guillaume de répondre : « Qu'est-ce que cela fait ? Nous voulons être en bons termes avec les socialistes du monde entier, quelle que soit leur opinion personnelle. »

Cette œuvre de Guillaume aboutit à la fameuse Déclaration de la Minorité, rédigée lentement, à la suite de multiples discussions, document qui fut lu au Congrès de La Haye par Victor Dave, un des rares survivants de cette époque. Guillaume rapporte encore que cette déclaration fut une très grande surprise pour Marx, car il avait pu croire que les milieux socialistes seraient terrorisés par sa persécution de Bakounine et de ses camarades, et il voyait que l'effet moral de ses agissements était nul et qu'ils ne soulevaient que du mépris pour lui.

On ignore le contenu de la lettre pour les Jurassiens et les Espagnols que Bakounine leur fit remettre par Cafiero, mais elle n'a dû changer en rien le but et la tactique de Guillaume. Cependant il faut dire peut-être que si Guillaume cherchait l'accord, la *coexistence*, sur la base de l'autonomie quant aux idées et à la tactique, il n'était pas du tout opposé à une vraie *solidarité* ou *intimité* entre ceux qni avaient mêmes idées et même tactique. Et il raconte (*L'Internationale*, II, p. 353) comment le 8 septembre à Amsterdam cette question fut discutée entre lui, Cafiero et les Espagnols à leur satisfaction mutuelle. « Nous tombâmes d'accord, dit-il, qu'il faudrait profiter de l'occasion qu'offrirait le Congrès convoqué à Saint-Imier pour le 15 septembre et auquel devaient se rendre les délégués espagnols aussi bien que les délégués italiens ; ce rapprochement nous donnait l'espoir qu'il serait possible d'établir entre nous tous qui luttions pour la réalisations des mêmes idées un accord destiné à substituer l'action collective aux efforts restés jusque là trop isolés. »

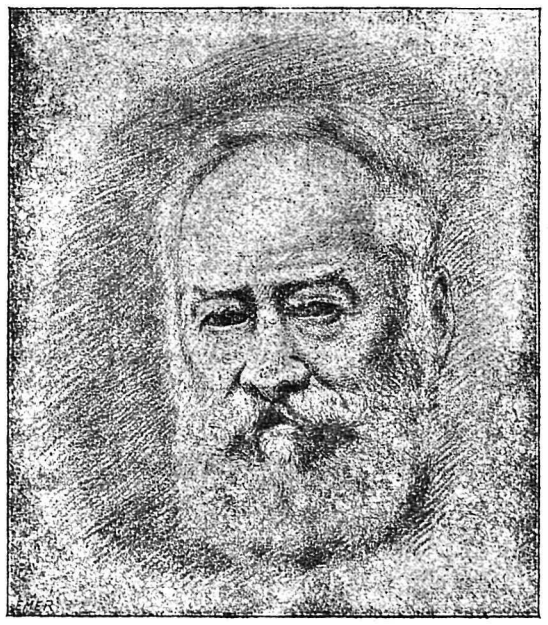
Ainsi fut fait, et des discussions de Zurich et du Congrès international de Saint-Imier résultèrent en réalité *deux* organisations internationales, l'une *publique*, entre fédérations de l'Internationale, qui avait pour base la solidarité économique et l'autonomie en fait d'idées et de tactique ; l'autre *secrète* entre les fédérations nettement antiautoritaires ou anarchistes, ou, plus exactement, entre celles de ces fédérations qui étaient déjà en relations privées avec Bakounine et ses camarades, puisque les Belges et les Hollandais, alors en grande partie nettement anarchistes, appartenaient à la première seulement de ces deux organisations.

C'est pour cette organisation secrète que Bakounine à Zurich, le 30 août, commence à écrire des statuts (le jour du départ de Cafiero pour La Haye) :

« 30. Écrit Const[itution] des P. P. [Frères]. 2 sept. Soir écrit Constitution. 3. Statuts de Y. 4. Statuts d'Alliance ; soir... Statuts. 5. Ecrit Statuts Alliance. » Fanelli et Nabruzzi étant arrivés (Pezza est toujours là), le « 6. Discussion et lecture du projet des statuts ; lettre d'Armando [Cafiero] — bête — insuffisante. » Le 7 : arrive Malatesta ; télégramme annonçant le départ du Conseil général de Londres. « 8. Lettre d'Armando de La Haye — assez bonne... Avant dîner réunion italienne chez moi.... soir Italiens chez moi. 9. De 1 1/2 à 6 Lecture et discussion des Statuts ; de 9 à 1 h. Organisation politique.... 11. Soir arrivent Armando, Adhémar [Schwitzguébel], Morago, Justus [R. Farga Pellicer], Marseleau, Raoul [Alerini] — Inquiétude et défiance dans l'air. 12. Arrive Costa. Matin et soir lecture et discussion des Statuts. 13. Accepté. Baiser fraternel et serrement de main fraternel. »

Ici il y a un intervalle causé par les deux congrès de Saint-Imier.

Le 13 septembre le soir : « discussion sur le prochain Congrès de Saint-Imier ». Le 14 voyage à Saint-Imier ; le 15 les deux Congrès. Bakounine



JEAN-LOUIS PINDY (1840-1917)

Membre de la Commune, Commandant de l'Hôtel de Ville
Délégué français à Saint-Imier en 1872.

note : « après dîner Lefrançais, James [Guillaume]. 16. Continuation du second Congrès — clos — dîner — après dîner départ — soir Neuchâtel... soirée Guillaume — promenade. 17. Neuchâtel. Séance des P. P. avec James jusqu'à 7 h. du soir, à 8 h. partons.... »

Le seul compte rendu du Congrès qui eviste, celui du *Bulletin*, reproduit et commenté par Guillaume (*L'Internationale*, III, pp. 4-10), montre que la rupture avec le Conseil général fut soutenue par les Italiens, parmi lesquels se trouvait Bakounine, et par G. Lefrançais, membre de la Commune, socialiste révolutionnaire indépendant ; les Espagnols ne se sentaient pas autorisés à prendre une telle décision sans l'approbation de leur Fédération, et Guillaume proposa « de s'en tenir à la Déclaration de la Minorité du Congrès de la Haye », ce qui fut fait en effet et trouva expression dans le *Pacte d'amitié, de solidarité et de défense mutuelle entre les Fédérations libres*.

Guillaume m'a décrit l'indignation de Bakounine devant la Déclaration de la Minorité ; il s'était attendu à quelque chose de plus énergique. Guillaume dut lui expliquer les motifs de sa conduite. Il le fit dans la soirée du 16 à Neuchâtel : pour lui il ne s'agissait pas en ce moment de montrer de l'énergie, mais de réunir les forces existantes. Le résultat de cette tactique fut la continuation de l'Internationale, qui ne se souciait guère des expulsions et exclusions prononcées à La Haye et à New-York. Les mots « inquiétude et défiance dans l'air », qui donnaient l'impression de Bakounine lors du retour des délégués le 11, s'appliquaient peut-être à ce manque d'énergie au Congrès de La Haye, pénible à Bakounine, mais *voulu* par Guillaume qui, voyant de grandes diversités d'opinion dans l'Internationale, s'appliquait à réunir et à maintenir ensemble, non les groupes anarchistes, mais tous lea adhérents par une solidarité et une tolérance réciproques, car il savait qu'une telle Internationale comprendrait par le fait même les anarchistes en premier lieu.

D'après Guillaume, Bakounine arriva à Saint-Imier avec l'intention de fonder une Internationale anarchiste, mais il en vit l'impossibilité et leurs conversations à Neuchâtel le rallièrent à la tactique de Guillaume, et désormais il entreprit de persuader aussi les Italiens de l'utilité de cette tactique.

Nous avons une preuve de ce dernier fait dans la sixième résolution du Congrès fédéral italien (Bologne, mars 1873), où il est dit que les délégués italiens recevront le mandat de proposer au prochain Congrès de l'Internationale les réformes suivantes :

« 1° Rétablissement dans leur intégrité des articles formés par les *considérants* du programme de l'Internationale ;

2° Déclaration que la solidarité dans la lutte économique est le seul lien obligatoire entre les membres de l'Internationale, et qu'elle laisse à chaque fédération, section, groupe ou individu la pleine liberté de suivre le programme politique jugé le meilleur et de s'organiser publiquement ou secrètement pour sa réalisation, pourvu que ce programme ne soit pas opposé ou contraire à l'objet de l'Association : *l'émancipation complète et directe du prolétariat par lui-même ;*

3° Abolition de toute autorité et de tout pouvoir central dans l'Internationale et par conséquent, pleine liberté d'organisation et pleine autonomie des sections et fédérations. »

La cinquième de ces résolutions propose encore la réunion d'un congrès antiautoritaire dans le Jura suisse cinq jours avant le congrès général ordinaire ; mais il est inutile de discuter ici ces détails.

En somme, il y eut beaucoup de discussions entre les Fédérations et aux divers Congrès régionaux tenus en Suisse, en Espagne, en Belgique, et en septembre 1873 se réunit le Congrès de Genève, qui devint le congrès unique reconstituant et continuant l'œuvre de l'Internationale, par suite de la décadence complète de l'Internationale pro-marxiste. Cette décadence était démontrée au moment même par le piteux simulacre de congrès organisé par les marxistes, à Genève aussi.

Au Congrès de Genève, comme à ceux qui suivirent (Bruxelles, Berne, Verviers), les portes étaient largement ouvertes aux socialistes de toutes nuances, et on y vit lassalliens, réformistes belges, comme De Paepe, socialistes politiques anglais et autres discuter avec les anarchistes jurassiens, italiens, espagnols, etc. Certains socialistes, des Belges notamment, conçurent même en 1877 l'idée de créer une nouvelle Internationale plus large, embrassant de nouveau les marxistes qui se tenaient à l'écart. Cette conception fut réalisée pour un moment au Congrès, dit mondial, de Gand. Mais, comme précédemment, les marxistes ne tenant pas à coopérer sur le pied d'égalité avec les anarchistes ou les socialistes de quelque autre nuance, chacun désormais suivit son propre chemin.

Cependant, le souvenir encore vif de ces faits empêcha les marxistes de faire en 1889 une affaire, dès le début, exclusivement marxiste des congrès ouvriers socialistes internationaux ressuscités alors à Paris. La participation des syndicalistes, antiparlementaires, anarchistes et autres à ces congrès parut toute naturelle et les marxistes n'osèrent pas la mettre en question. On sait par quelles brutalités, ruses et mesquineries ils s'appliquèrent par la suite, aux Congrès de 1891, '93 et '96 (Bruxelles, Zurich et Londres) à éliminer les insoumis au marxisme. Ils furent heureux après la dernière épuration à Londres, en 1896 — *enfin seuls !* C'est dans cet esprit que naquit la soi-disant deuxième Internationale, qui ne fut jamais que la réunion de ceux qui se croient partout les maîtres, les dictateurs nés et prédestinés du peuple travailleur, et les inquisiteurs et censeurs de l'esprit libre de tous.

Le vrai internationalisme doit donc tout aux libertaires qui, alors comme aujourd'hui, rejetaient la dictature arrogante d'un parti et établissaient l'idée puissante et fertile de la coexis-

tence, de la tolérance mutuelle, idée qui, sur la base commune de la solidarité réciproque, permet l'expérimentation libre, l'émulation vers le mieux et exclut la lutte intestine qui, jusqu'à ce jour, absorbe malheureusement les neuf dixièmes de l'effort poutaire, et sans laquelle nous serions autrement avancés que nous ne le sommes.

Rappelons-nous donc les hommes de 1872, les Bakounine, Guillaume, Cafiero, Morago et tous les autres qui, séparés par des nuances d'idées, ont su coopérer pour leur grand but qui est aussi le nôtre.

* * *

Les discussions sur l'organisation secrète continuèrent à Zurich entre Bakounine, les Italiens, les Espagnols. Le soir du 18 : « Séance ; 19 discussion sur moyens — Platonisme doctrinaire de Marseleau [qui fut un peu moins acquis aux idées révolutionnaires que les autres] ; 20. Explications avec Marseleau — tout concilié — soir libre ; 21 système de correspondance ». Le 22 les Espagnols, le 23 les Italiens [V. Pezza, Fanelli, Cafiero, Nabruzzi, Malatesta] partent.

Cette organisation, qui a pu s'appeler en Italie *Alliance socialiste révolutionnaire*, se composait de frères internationaux (en Italie ce ne furent que Cafiero, Fanelli, Malatesta, Costa et L. Nabruzzi) et de frères nationaux, provinciaux, etc., dont le nombre le plus grand fut en Italie et probablement aussi en Espagne, ils comprenaient tous les militants. Pour le Jura, l'organisation comprit, comme avant, les noyaux des militants à différents degrés de chaque localité.

Par Bakounine cette organisation était liée à son organisation russe. Il note, par exemple, le 24 septembre même : « première réunion de *Rousskoe Bratstvo* [Fratérnité russe] ». Le journal de Bakounine, qui n'est conservé que jusqu'à la fin de 1872, note pour les trois derniers mois de cette année qu'à plusieurs occasions il élabora des circulaires sous forme de grandes lettres aux Italiens, aux Jurassiens, aux Espagnols et les fit suivre de lettres adressées individuellement aux camarades internationaux de la réunion de Zurich. Il reçut de nombreuses reponses et à Locarno des visites, surtout d'Italiens. La réunion à Locarno, à la fin de décembre, de Cafiero, Carmelo Palladino, Fanelli et d'autres, oubliés aujourd'hui, montre ces relations en pleine vigueur. Nous n'en connaissons pas la suite à cause de la perte de documents concernant l'année 1873.

Les statuts de cette nouvelle *Alliance* furent traduits en italien à Zurich même et emportés en six ou sept exemplaires par les participants. En partie détruits, en partie saisis lors des grands procès pour les événements d'août 1874(Bologne, Florence, les Pouilles, etc.), ils se trouvaient dans les dossiers si volumineux de ces procès, terminés en 1875 et en 1876 par des acquittements. (Parmi ces dossiers se trouvaient les documents principaux de l'Internationale italienne, transmis par Costa à F. Natta et emmurés par celui-ci dans sa boutique à Florence, mais trouvés par la police èn 1874.)

Le *Programme et objet de l'Association*, écrit de la main de Costa (c'est-à-dire traduit ou copié par lui, fut attribué à Costa lui-même par le procureur lors du procès de Florence (*Dibattimenti*.... Roma 1875, pp. 333-835). Je ne sais si dans le procès de Bologne ce document fut mieux compris (un compte rendu détaillé ne paraît pas avoir été publié). Le passage suivant fut cité : « Nous ne reconnaissons d'autre patrie que la révolution universelle, d'autre ennemi que la tyrannie sous quelque forme qu'elle se présente.» Comparons cette citation à un texte français clandestin, imprimé (4 pp. in-4°) comme la feuille clandestine *Situazione*, 2, dans le format caractéristique du *Kolokol*, par L. Czerniechi à Genève, l'imprimeur de toute confiance, qui imprimait les publications de Herzen, feuille qui doit dater des derniers mois de 1868 ; on y trouve : I. *Programme et objet*. Les [espace blanc[ne reconnaissent d'autre patrie que la révolution universelle, d'autre pays étranger, d'autre ennemi que la réaction sous quelque forme qu'elle se présente... »

Il existe aussi une brochure russe intitulée *K rousskim revoliontsioneram* [Aux révolutionnaires russes], septembre 1873, publiée par l'ancien groupe russe de Bakounine, Z. Ralli, A. Oelsvitz et V. Holstein, mais sans la participation de Bakounine après que ce groupe se fut séparé de lui, et qui nous intéresse ici, parce que, rédigée en 1872, elle commence par ces mots : « Nous n'avons pas de patrie. Notre patrie est la révolution universelle. Nous n'avons d'autre ennemi que l'Etat sous toutes ses formes, forme religieuse, doctrinaire, politique, économique et sociale » (traduit du russe ; texte complet russe dans la Correspondance de Bakounine, Genève 1896, et dans sa traduction allemande 1895). Ainsi Ralli, Oelsvitz et Holstein n'avaient rien trouvé de mieux que de *publier* le programme de Fraternité russe [*Rousskoe Bratstvo*], fondée par Bakounine en 1872 et dont ils furent membres, en éliminant ce qui avait rapport à l'organisation et en maniant le texte à leur aise. Bakounine fut écœuré de cette indiscrétion.

D'un manuscrit non de la main de Bakounine et qui porte la date du début de 1869 [v. pp. 268 à 270 de ma biographie ; aussi pp. 777-779 et notes 3344 et 3959], on voit que la société à laquelle s'appliqua le texte clandestin imprimé, s'appela *Fraternité internationale* et que les mots laissés en blanc sont *frères internationaux*.

De ces quatre textes et d'autres matériaux on peut conclure que Bakounine, à bon droit, se servit en 1872 pour la constitution de la Fraternité russe (il note le 1er avril : « lu le programme et le règlement avec les Russes » [Ralli, Oelsvitz et Holstein]) et pour la reconstruction de l'Alliance secrète en septembre, de l'ancien programme de la *Fraternité internationale*, puisque sans doute par lui-même et par quelques autres il existait un lien entre ces sociétés, et qu'il ne pouvait mieux rédiger l'ensemble de ses idées ici dans leur forme la plus nette, destinée aux camarades intimes seuls. Ainsi, de l'épanouissement, de la dispersion des efforts dans maintes directions, on revient toujours chez Bakounine à une concentration, à une simplicité, et à nne continuité qui lui sont caractéristiques.

* * *

Pour conclure, je voudrais faire observer que tout cela n'est pas de l'histoire ancienne, mais contient des enseignements utiles à notre temps.

Si jamais une vraie Internationale renaît, elle ne sera pas le résultat des efforts de cette *diplomatie du prolétariat* — mot employé par Engels dans une lettre à Marx — qui s'est complètement assimilée à la diplomatie officielle et arrive aussi peu par ses nombreuses conférences à replâtrer les Internationales 2, 2 1/2 et 3 que l'autre arrive à replâtrer cette pauvre Europe.

Si l'on veut tâcher de profiter des enseignements de Saint-Imier en 1872, on pourrait essayer de rétablir une vraie Internationale sur cette base :

Solidarité dans la lutte économique contre le capitalisme ;

Solidarité dans la lutte contre l'autorité, l'Etat ;

Solidarité dans le rejet absolu de la guerre et des oppressions nationalistes ;

Autonomie complète sur le terrain des idées et de la tactique, ce qui implique la non-intervention dans les affaires des autres et le rejet de tout monopole et de toute dictature.

Ceci créera une base de solidarité et de sécurité générales et alors *d'autres Internationales réunissant les hommes de mêmes idées et de même tactique* se créeront pour réunir les forces éparses et procéder enfin à l'*expérimentation libre*, qui seule pourra montrer la valeur des différentes aspirations et qui nous enseignera enfin *du neuf*, car nous en avons besoin avant tout pour sortir de la stagnation actuelle qui nous aigrit et ne conduit à rien.

Le 3 août 1922. M. NETTLAU.

Notre action

L'heure trouble que nous traversons permet toutes les prévisions.

D'une part, le prolétariat paraît revenu des grands espoirs et enthousiasmes qu'avait soulevés en lui la Révolution russe et, peut-être, n'est ce pas tout à fait un mal, puisque les panégiristes du mouvement moscovite nous parlaient davautage de dictature que de révolution, et il eût été à craindre que l'esprit d'imitation si puissant encore dans notre pauvre humanité n'amenât à copier ce qui devait forcément aboutir à une tragique faillite. Car, il est hors de doute, qu'avec une dictature soi-disant communiste, nous serions amenés, comme en Russie, à travailler à une... reconstruction capitaliste. Maintenant, hélas ! le monde du travail ne voit pas dans une expérience désastreuse une simple raison de corriger ses idées et modifier son action, mais il en demeure découragé, démoralisé même pour un certain temps et incapable de tout grand effort.

D'ailleurs — pourquoi ne pas l'avouer ? — nous avons constaté une fois de plus que l'apparente renaissance du mouvement syndical était directement en rapport avec une période de prospérité industrielle. Celle-ci prenant bientôt fin avec le chômage, nos conscients et organisés se sont trouvés on ne peut plus inconscients et désorganisés. Après tout insuccès, nous ne sommes plus que la petite poignée de camarades aux convictions claires et solides ; la *masse* n'existe plus en tant que force de résistance, de revendication et de révolte. Nous avons une fois de plus à l'arracher à l'inertie.

D'autre part, le désarroi paraît aussi complet chez nos maîtres. La crise financière, industrielle et commerciale sévit plus ou moins partout et personne ue saurait en prévoir la fin. Les gouvernants ont continuellement des entrevues et des conférences sans pouvoir rien conclure. Les alliés d'hier n'arrivent plus aujourd'hui à s'entendre et la guerre qui devait nous donnər la solution de toutes les questions nationales et autres, n'a fait que les aggraver et rendre même les ententes provisoires de plus en plus difficiles. Jamais le mot de Proudhon : « Rien de plus inutile que la victoire » n'a paru plus vrai.

Quoi de plus propre à faire réfléchir que le spectacle de l'impuissance des délégués de la grande majorité des nations. Tout en disposant de richesses, de forces, d'influences incalculables, ils n'osent même pas aborder les divergences tant soit peu graves et laissent de côté systématiquement les problèmes essentiels que tout le monde se pose. Leur temps est employé à des modificatious sans portée du Pacte de la Société et à traiter des questions de troisième ordre. Ce spectacle est grotesque et souvent même révoltant, car, en attendant, des populations entières endurent les pires souffrances et sont exterminées par les épidémies et la famine.

* * *

Au sortir de nos réunions syndicales ou autres, nous ne nous arrêtons que trop souvent pour constater notre incapacité à entreprendre nne action vraiment efficace. Mais nous ne sommes qu'une poignée d'individus très pauvres en moyens st souvent même complètement sans ressources. Notre impossibilité d'entreprendre quoi que ce soit d'important ne s'explique que trop ; mais celle de nos ennemis annonce à coup sûr leur déchéance.

Non pas, entendons-nous bien, que cela soit fatal. Non, les choses telles qu'elles sont ou sous une forme même aggravée peuvent durer longtemps encore. Nous entendons simplement dire qu'il n'est pas fou de notre part de s'apprêter à livrer bataille, que la puissance capitaliste certes toujours considérable, n'en est pas moins minée par l'impossibilité de s'esseoir à nouveau sur un ordre régulier et, sinon défiuitif, présentant quelque stabilité. Gouvernants et ploutocrates, d'accord à vouloir nous écraser, ne le sont plus entre eux sur la domination universelle à établir. Le partage du butin trouve les larrons heureux divisés entr'eux, les larrons malheureux prêts aux pires vengeances. Et puis le butin même ne compense nullement le bouleversement inouï qu'il a exigé et dont les conséquences sont loin d'être toutes favorables aux *vainqueurs*.

Bref, la discorde est dans le camp ennemi. Un pouvoir est bien toujours en état de résister à des attaques isolées et commencées sans la ferme décision de les pousser à fond ; mais un mouvement d'ensemble aurait aujourd'hui de très grandes chances de succès. Voilà notre profonde conviction. Et c'est là la raison pour laquelle nous demandons aux camarades, au lieu de se perdre en récriminations vaines et stériles, de songer à une préparation efficace et de se poser en même temps la question de notre action au début d'une insurrection.

Nous en reparlerons. L. B.

Principes anarchiques

Les quatre résolutions de Saint-Imier résument admirablement les principes anarchiques et à cinquante ans de distance, nous n'avons rien à y changer, tous les événements en ce laps de temps n'ayant fait que les confirmer.

Répétons-les ici, en souhaitant que tous les camarades puissent en être bien pénétrés et que nous n'ayions plus le spectacle fort regrettable de flottements incompréhensibles, même en présence de l'un de ces grands égarements dont les masses n'ont été que trop coutumières tout au long de l'histoire.

Rappelons-nous que notre idée non seulement est fort belle en tant que *théorie*, mais qu'il n'y a jamais eu de *pratique* vraiment puissante, féconde et favorable aux opprimés, qui ne fût en réalité une *pratique anarchique*.

La vie elle-même est anarchique par définition. Elle ne peut avoir qu'en elle ses propres lois, auxquelles se conformer aussi vis-à-vis d'influences extérieures. Ceux qui rêvent d'une législation et d'une discipline universelles reviennent à la plus funeste prétention des anciennes théogonies et aboutissent toujours à greffer sur leur nouvelle autorité une nouvelle exploitation des masses.

Plus de maîtres ni dans le ciel ni sur la terre et vive à jamais l'Anarchie !

* * *

Principes de libre entente.

Considérant que l'autonomie et l'indépendance des fédérations et sections ouvrières sont la première condition de l'émancipation des travailleurs ;

Que tout pouvoir législatif et réglementaire accordé aux Congrès serait une négation flagrante de cette autonomie et de cette liberté :

Le Congrès dénie en principe le droit législatif de tous les Congrès soit généraux soit régionaux, ne leur reconnaissant d'autre mission que celle de mettre en présence les aspirations, besoins et idées du prolétariat des différentes localités ou pays, afin que leur harmonisation et leur unification s'y opère autant que possible ; mais dans aucun cas la majorité d'un Congrès quelconque ne pourra imposer ses résolutions à la minorité.

Principe d'unité.

La grande unité de l'Internationale est fondée non sur l'organisation artificielle et toujours malfaisante d'un pouvoir centralisateur quelconque, mais sur l'identité réelle des intérêts et des aspirations du prolétariat de tous les pays, d'un côté, et de l'autre sur la fédération spontanée et absolument libre des fédérations et des sections libres de tous les pays.

Principes en matière politique.

Le Congrès réuni à Saint-Imier déclare :

1° Que la destruction de tout pouvoir politique est le premier devoir du prolétariat ;

2° Que toute organisation d'un pouvoir politique soi-disant provisoire et révolutionnaire pour amener cette destruction ne peut être qu'une tromperie de plus et serait aussi dangereuse pour le prolétariat que tous les gouvernements existant aujourd'hui ;

3° Que, repoussant tout compromis pour arriver à l'accomplissement de la Révolution sociale, les prolétaires de tous les pays doivent établir, en dehors de toute politique bourgeoise, la solidarité de l'action révolutionnaire.

Principes en matiere syndicale.

La liberté et le travail sont la base de la morale, de la force, de la vie et de la richesse de l'avenir. Mais le travail, s'il n'est pas librement organisé, devient oppressif et improductif pour le travailleur ; et c'est pour cela que l'organisation du travail est la condition indispensable de la véritable et complète émancipation de l'ouvrier.

Cependant le travail ne peut s'exercer librement sans la possession des matières premières et de tout le capital social et ne peut s'organiser si l'ouvrier s'émancipant de la tyrannie politique et économique, ne conquiert le droit de se développer complètement dans toutes ses facultés. Tout Etat, c'est-à-dire tout gouvernement et toute administration des masses populaires, de haut en bas, étant nécessairement fondé sur la bureaucratie, sur les armées, sur l'espionnage, sur le clergé, ne pourra jamais établir la société organisée sur le travail et sur la justice, puisque, par la nature même de son organisme, il est poussé fatalement à opprimer celui-là et à nier celle-ci.

Suivant nous, l'ouvrier ne pourra jamais s'émanciper de l'oppression séculaire, si à ce corps absorbant et démoralisateur il ne substitue la libre fédération de tous les groupes producteurs, fondée sur la solidarité et sur l'égalité.

En effet, en plusieurs endroits déjà on a tenté d'organiser le travail pour améliorer la condition du prolétariat, mais la moindre amélioration a bientôt été absorbée par la classe privilégiée qui tente continuellement, sans frein et sans limite, d'exploiter la classe ouvrière. Cependant, l'avantage de cette organisation est tel que, même dans l'état actuel des choses, on ne saurait y renoncer. Elle fait fraterniser toujours davantage le prolétariat dans la communauté des intérêts, elle l'exerce à la vie collective, elle le prépare pour la lutte suprême. Bien plus, l'organisation libre et spontanée du travail étant celle qui doit se substituer à l'organisme privilégié et autoritaire de l'Etat politique, sera, une fois établie, la garantie permanente du maintien de l'organisme économique contre l'organisme politique.

Par conséquent, laissant à la pratique de la Révolution sociale les détails de l'organisation positive, nous entendons organiser et solidariser la résistance sur une large échelle. La grève est pour nous un moyen précieux de lutte, mais nous ne nous faisons aucune illusion sur ses résultats économiques.

Pour alimenter la conversation

Journal de Genève du 31 août, sous la signature de M. René La Bruyère, officier de marine, à propos du cuirassé *France* qui a coulé dans la baie de Quiberon : « On ne signale, de tout l'équipage, *que* trois hommes disparus. »

Qu'est-ce, en effet, *que* trois hommes en regard des hécatombes ordinaires du militarisme, des millions de morts de la bonne gué-guerre. *Que* trois hommes ! Vaut-il la peine d'en parler ?

Du même : « La disparition de cette unité est donc négligeable.... » Evidemment, et si les six autres cuirassés français et tous ceux de la flotte mondiale disparaissaient, nous n'en pousserions pas un soupir de regret.

* * *

Trois lignes d'un journal ouvrier me tombent sous les yeux : « A l'issue du meeting, deux camarades qui rentraient en chantant l'*Internationale*, on été arrêtés. »

Réfléchissons. Est-il bien nécessaire de brailler des couplets, fussent-ils de *L'Internationale* ? N'y a-t-il pas mieux à faire ? Faut-il absolument, par une vaine ostentation, faciliter la besogne de mouchardage et de persécution des « soutiens de l'ordre » ? A-t-on jamais vu les souris s'attacher des grelots au cou pour signaler leur présence aux chats ? Voit-on les gardes civiques adopter un signe distinctif, seriner un refrain, qui permettent de les pointer ? Allons ! réservons-nous pour les tâches efficaces. Le reste n'est que foutaise.

* * *

Prévoyant des émeutes de la faim en Autriche où la misère, à côté de la haute noce exaspérante, dépasse tout ce que les ennemis du prolétariat pouvaient espérer, les gouvernements préparent leurs mitrailleuses et fourbissent leurs sabres.

Des mouvements de troupes sont signalés vers les frontières autrichiennes, en Italie, en Tchécoslovaquie, en Yougoslavie. Les affameurs des peuples s'apprêtent à donner du plomb aux travailleurs qui demandent du pain. Le plomb coûte plus cher que le pain, mais on ne regarde pas aux dépenses quand il s'agit d'assassiner les ouvriers et les ouvrières. Il y a toujours d'abondants capitaux pour les tueries. Le monde chrétien est ainsi fait. L'ordre veut ça.

* * *

A Busalla, près de Gênes, des pseudo-fascistes ont envahi la salle de jeu et ont enlevé la cagnotte.

Au premier abord, en lisant cette information, on se dit que ces pseudo-fascistes étaient peut-être de vrais fascistes qui, tout leur étant permis, ont fait un coup de ramasse fructueux. Mais réflexion faite, le jeu étant « national » en Italie, les honnêtes incendiaires du fascisme lui doivent aide et protsction. Il reste donc que l'information est exacte, pour une fois, et qu'en protégeant une organisation de piraterie, la police favorise en même temps les individus assez habiles pour profiter des circonstances et dépouiller les bourgeois à la manière bourgeoise.

Cela rappelle le fameux capitaine de Kœpenick, ce cordonnier qui exploita en Allemagne le prestige de l'uniforme militaire, pour enlever la caisse d'une garnison. La gloire du voleur fut universelle et longtemps les volés furent la risée de tous. Il n'est que de savoir faire.

* * *

Le canon tonne en Orient, la révolte s'étend dans les Indes, l'islam africain organise partout des soulèvements, prodromes d'une immense tempête. Les mondes jaune et noir, exploités, dépouillés, écrasés par le militarisme et le capital de l'Europe vampire, en ont assez, comme en a assez, lui aussi, le prolétariat blanc. Ce dernier, nos maîtres réussissent encore à le diviser, par conséquent à le dominer, grâce à la complicité des faux-frères qui l'encadrent et le mènent. Mais il est inévitable que le jour viendra où tous les opprimés sentiront le besoin, comprendront la nécessité de passer sur le ventre de tous leurs maîtres, quels qu'ils soient. Et leurs vagues emporteront les digues.

Qu'y avait-il de plus puissant que les empereurs d'Allemagne et de Russie, de plus fidèle que leurs immenses armées ? Et ce sont ces armées mêmes qui ont tout balayé. Pour les moujicks, leur petit père le tsar était un dieu, et ce dieu, ils le brisèrent, comme le nègre brise l'idole insensible à ses maux. Dans l'histoire, l'apparence de la solidité et de la force stupéfait par sa fragilité réelle.

Nous vivons des heures historiques d'une solennelle importance. Nous assistons à la fin d'un monde. La peur de nos maîtres indique qu'ils sentent tout chanceler, qu'ils voient l'édifice de leur domination se lézarder, tomber en ruines, qu'ils prévoient la logique mystérieuse des événements.

Rapprochons-nous. Faisons front contre l'ennemi commun. Ne gaspillons pas pour des riens notre énergie. Des nerfs calmes, des idées claires, du sang-froid.

* * *

Du *Journal de Genève*, 1er septembre : « On sait que la plupart des journaux de Paris sont très favorables aux nationalistes turcs. Aussi ne dissimulent-ils pas leur satisfaction (de l'offensive kémaliste en Proche Orient), satisfaction d'autant plus grande que ces événements sont de nature, pensent-ils, à causer de sérieux embarras à M. Lloyd George. »

L'Entente, on le voit, est parfaite !

* * *

Au Maroc, à Casablanca, un théâtre est en construction. On commencera la saison par *Phi-Phi*.

Pourquoi pas ? Le second empire s'est bien effondré aux flons flons de la *Belle-Hélène*.

Une civilisation pourrie, comme la plus belle fille du monde, ne peut donner que ce qu'elle a.

L'œil des Pâquis.

Chez les royalistes et les autres

Dernièrement, un dîner de 600 couverts (c'est beaucoup pour un homme seul, quand tant de braves ouvriers crèvent de faim), un dîner de 600 couverts fut offert au treizième Alphonse d'Espagne, à Deauville où la fameuse vague de paresse l'avait porté, comme tant d'autres.

Un bataillon de maîtres d'hôtel et de garçons avait été mobilisé et le maire de Deauville, en personne, servit le monarque.

On prétend que le royaliste de la *Suisse* avait envoyé un télégramme pour exprimer ses regrets de ne pas pouvoir venir présenter au souverain ses respects et hommages, la propagande monarchiste le retenant à Genève. Après lecture du télégramme, Alphonse commanda un ban claleureux et redoublé, suivi du refrain :

Voici le Fabre, le Fabre, le Fabre, etc,

sur l'air de la *Grande Duchesse de Gérolstein.*

* * *

Ch.-E. D., dans le *Genevois*, répondant à la *Suisse* royaliste et guerrière, avoue qu'en 1920 on l'a roulé :

« La *Suisse*, avec toute la presse — sauf la presse socialiste, et j'ai marché, moi aussi — entonna des couplets d'allégresse (à la Société des Nations et au B. I. T.).

« Vous nous avez bien subjugués..... Combien douce était alors votre prose, bénin votre langage, effacés vos gestes. J'ai, nous avons tous été empoignés d'un enthousiasme débordant devant la superbe affiche, portant comme légende :

Du fer de ces épées, nous forgerons des socs de charrues.

« Quelle belle légende ! Où sont vos socs de charrue ? Nous n'avons vu que des gourdins de garde civique, etc. etc. «

Eh ! oui, perfidie, mensonges, impostnre et grimaces. Dès qu'on fait confiance à nos maîtres, on est mis dedans. En vérité, les malins qui menèrent les dupés avaient vu dans la Société des Nations les gains et profits qu'ils pouvaient, personnellement, tirer de cette institution. Ils se ruèrent en places, qui à soixante mille francs par an, qui à cinquante mille. Le B. I. T., la S. d. N. furent exploités à fond. Le *Journal de Genève* se distingua en la circonstance, et tout récemment, il a casé encore un des siens à 9.000 francs... pour coller les articles qui paraissent sur la S. d. N. !

Et dire qu'un ouvrier peut parfaitement vivre avec 2 fr. 50, a-t-on prétendu au Grand Conseil, par la bouche du plus chrétien des conseillers d'Etat.

Impr. Buzzi-Macherel, Genève.